

C O N V E N T I O N

Entre les soussignés

*Commune de* **St. MORITZ**

d'une part :

Le Comité Olympique Suisse, ci-représenté par son président M. W. Hirschy et son secrétaire général M. Dr. Fr.M. Messerli,

d'autre part :

La Commune de **St. MORITZ** ci-représentée par le Président M. *Gartmann* et le Secrétaire M. *J. Robai* de son Conseil Municipal,

Il est fait la convention suivante pour l'intelligence de laquelle il est préliminairement exposé ce qui suit :

Le Comité International Olympique ( C.I.O. ) ayant décidé lors de sa session de Prague d'instituer un cycle distinct de Jeux Olympique d'hiver, décision ratifiée par le Congrès technique olympique et ainsi protocolée : " Le Congrès ayant approuvé la décision prise par le C.I.O. d'instituer un cycle de Jeux Olympiques d'hiver décide :

- a ) l'inscription des sports suivants : Ski, Patinage, Hockey sur glace, Bobsleigh et Tobogganing, dont l'organisation sera faite en collaboration avec les Fédérations Internationales qui régissent les sports ;
- b ) que, pour chacun de ces sports, les épreuves admises soient celles régies par les règlements techniques des Fédérations Internationales ;
- c ) que ~~pendant~~ cependant pour le ski soit prévu un concours militaire spécial ;
- d ) que les sports d'hiver non régis par une Fédération Internationale ne figurent au programme des Jeux que sous le titre " Démonstration " ;
- e ) que le nombre d'engagements par épreuve et par sport soit après consultation des Fédérations Internationales, fixé par le C.I.O.
- f ) émet le vœu que, lors de la célébration des prochains Jeux Olympiques d'hiver, des démonstrations de skeleton et de skijoeing soient organisées ... ;

Sur l'initiative de celle-ci, le C.I.O. ayant attribué à la Suisse la célébration des Jeux Olympiques d'hiver de 1928 ;

Le C.O.S. ayant prié M. le Baron de Blonay, membre du C.I.O. pour la Suisse, de vouloir bien présenter au C.I.O. les candidatures des villes de Davos, de St-Moritz et de Engelberg.



La commission exécutive du C.I.O. en présence de ces conditions a demandé " au C.O.S. de se faire donner par la ville de St-Moritz un document complet pour constituer un engagement vis-à-vis du C.O.S., comme vis-à-vis du C.I.O. qui lie cette localité pour les conditions principales. "

Le C.O.S. a résolu de demander ce document non seulement à la ville de St-Moritz, mais encore à celles de Davos et de Engelberg dont il a également posé la candidature.

Le bureau du C.O.S. a par suite établi la convention ci-dessous qui ne liera le C.O.S. qu'avec la localité qui aura été choisie par le C.I.O. en vertu de l'art. suivant de la Charte des Jeux Olympiques d'hiver : Le C.I.O. désignera la localité où seront célébrés les Jeux Olympiques d'hiver.

Il est bien précisé que les deux localités qui ne seront pas choisies par le C.I.O. n'auront ~~aucun~~ aucun droit de réclamation ou protestation, ni aucun droit d'indemnité.

En vue d'assurer la célébration des 2èmes Jeux Olympiques d'hiver en 1928 et d'établir la convention y relative, le V.O.S. a adopté les conditions formelles ci-après détaillées :

#### I

Le C.O.S. décide de célébrer sur le territoire de la Ville de **St. MORITZ** désignée par le C.I.O. les Jeux Olympiques d'hiver 1928 ; il constituera, en vue de l'organisation de ces Jeux, un Comité Exécutif dont il désignera tout ou partie des membres.

#### II

La date de célébration de ces Jeux est prévue en janvier ou février 1928 ; elle sera précisée par le C.O.S., d'entente avec la localité désignée avant le 1er Janvier 1927 ; la durée des Jeux sera de dix jours, d'un samedi au lundi de la semaine suivante.

#### III

Le C.O.S. est seul le maître du programme des Jeux Olympiques d'hiver établi par le Congrès de Prague des sports d'hiver et il a seul le droit de qualifier ou d'accepter la qualification des concurrents, de désigner après consultation des Fédérations Internationales et des Fédérations Nationales Suisses de sports d'hiver les jurés et officiels, ceci en vertu et selon les règles des Jeux Olympiques ; il se chargera de passer à ses frais les commandes des médailles et des diplômes destinés à récompenser les concurrents et les officiels.

#### IV

La ville de **St. MORITZ** s'engage :

- 1 ) à assurer sous le contrôle du C.O.S. et des délégués techniques des Fédérations Internationales et Nationales Suisses de sports d'hiver, la construction ou l'aménagement des installations et des pistes nécessaires à l'exécution du programme arrêté,
- 2 ) à assurer le service d'ordre ( police des Emplacements et service de caisse,, pendant toute la durée des Jeux et la période d'entraînement ;
- 3 ) à assurer le logement et la nourriture des officiels, des concurrents et de leurs accompagnateurs ;



4 ) à prendre à ses frais les dépenses spéciales du C.O.S. afférentes à l'organisation et à l'exécution des Jeux Olympiques d'hiver, les dépenses des délégués techniques chargés du contrôle des installations sportives avant les Jeux et les dépenses des délégués techniques des Fédérations Internationales, mentionnés dans les décisions suivantes du Congrès de Prague : " Les Fédérations Internationales désigneront parmi les membres appelés à constituer soit le Jury de terrain, soit le Jury d'Appel, trois délégués techniques au maximum qui devront se trouver sur place 15 jours francs avant le commencement de leur sport pour se mettre en rapport avec le Comité organisateur et préparer la tâche des jurys. Les frais de séjour de ces trois délégués durant les 15 jours précédant le commencement de leur sport seront à la charge du Comité organisateur des Jeux à raison de cinq dollars par jour.

5 ) à prendre à ses frais la cote des dépenses du C.I.O. en vertu de l'article suivant des statuts du C.I.O. : " Le Comité National du pays chargé de la célébration des prochains jeux Olympiques doit verser au C.I.O. une somme correspondant aux frais supplémentaires occasionnés par l'approche de cette célébration.

6 ) à prendre à sa charge les frais de propagande, affiches, etc.

Par suite des exposés qui précèdent les parties déclarent convenir ce qui suit :

I

La ville de **St. MORITZ** s'engage à mettre à disposition ou à établir et à aménager, après en avoir soumis les plans, approuvés par les pouvoirs techniques nationaux, au C.O.S. et conformément aux règlements techniques des Fédérations Internationales intéressées, conformément également aux règles esthétiques et à les proposer à l'acceptation définitive du C.O.S. avant le 1er novembre 1926.

- a ) Un patinoire avec piste de course de 400 m. de tour au minimum.
- b ) des emplacements de hockey sur glace.
- c ) un tremplin de saut pour le ski,
- d ) les diverses pistes pour les courses de ski,
- e ) une piste de Bobsleigh,
- f ) une piste de tobogganing,
- g ) une piste de skeleton,
- h ) une piste de skijoering,
- i ) des chemins d'accès parfaits aux emplacements de sport et le transport gratuit des engins.

Elle s'engage à fournir le matériel de terrain nécessaire à toutes les épreuves.

Elle s'engage à établir les vestiaires avec douches chaudes et froides pour les concurrents, les tribunes réglementaires pour les officiels et les concurrents, les tribunes pour les spectateurs, les garages pour les engins, ainsi que tous les aménagements sportifs et sanitaires nécessaires.

Elle prendra ses dispositions pour assurer gratuitement le transport des concurrents de leur logement aux emplacements de concours, au cas où ceux-ci seraient éloignés, ainsi que le transport du matériel des hangars aux emplacements de concours.



## II

Si les aménagements établis par la localité sont agréés sur préavis des délégués techniques des Fédérations suisses de sports d'hiver, par le C.O.S., elle les mettra à la disposition du C.O.S. pour la période d'entraînement, pour le temps des épreuves proprement dites, et conformément aux exigences des commissaires sportifs.

Pendant tout le temps le service d'ordre et de police, ainsi que le service des caisses, sera assuré par la localité qui mettra le personnel nécessaire à disposition des commissaires du C.O.S. les frais causés par ce service seront à charge de la localité. En conséquence de la disposition qui précède tous risques de dégradation ou de perte de construction et des aménagements quelconques seront pour la localité organisatrice. La localité s'assurera au point de vue responsabilité civile à l'égard des tiers suivant l'article 58 du Code des obligations. La localité mettra à ses frais un corps de musique ( fanfare ) de 20 hommes au minimum, à disposition du C.O.S.

pour les cérémonies protocolaires olympiques et un orchestre de 12 hommes au minimum pour les concours ~~xx~~ de patinage, pendant toute la durée des Jeux Olympiques d'hiver.

## III

Un ou des buffets pourront être établis sur les emplacements des Jeux, leur exploitation sera pour les seuls risques et profits de la localité intéressée, mais les tarifs des consommations de ces buffets devront être soumis au C.O.S. et approuvés par lui.

## IV

La localité interviendra pour obtenir les installations télégraphiques et téléphoniques nécessaires au service d'information de la presse. Elle mettra à disposition du C.O.S. un local meublé spécialement destiné à la presse. ( Cercle de la presse. )

## V

La localité fera les démarches nécessaires et passera toutes les conventions avec les hôtels pour assurer aux conditions déterminées ci-dessous le logement et la nourriture des officiels ( membres du C.I.O. membres du C.O.S. et des Comités Olympiques nationaux, membres du comité exécutif, des comités des Fédérations Internationales et des Fédérations Nationales suisses de sports d'hiver ) des concurrents et de leurs auxiliaires ( accompagnateurs ) et de la presse pendant toute la durée des épreuves ainsi que pendant celle de l'entraînement, c'est-à-dire 15 jours au maximum avant le début des Jeux et pendant, 10 jours après la clôture des Jeux, si des fonctions l'exigent.

Une liste des hôtels avec prix de logement et de pension sera établie d'entente par la localité et le C.O.S.

Après approbation du C.O.S. la localité pourra grouper dans 2,3 ou plusieurs hôtels les concurrents et leurs accompagnateurs, etc.

Le C.O.S. s'engage à donner au plus tard six semaines avant l'ouverture des Jeux le nombre approximatif et 20 jours au plus tard 15 jours, avant la première épreuve de chaque genre de concours, le nombre exact des lits qui devront être réservés, pour les concurrents, officiels, etc. et la liste de ceux-ci.



Le C.O.S. ne saurait être rendu responsable des forfaits. D'autre part chaque délégation nationale sera invitée par le C.O.S. à retenir au plus tôt ses logements et si possible déjà en automne 1927. Le C.O.S. délivrera à chaque officiel, concurrent, etc. une carte d'identité.

Conditions relatives au logement des officiels  
et des concurrents.

Hôtel de luxe et de 1er ordre. ( liste )

Chambre à 1 lit pour une personne ou à deux lits ;  
chambres pourvues de tout le confort moderne, eau chaude et  
eau froide sur les toilettes, chauffage central.  
chambres de maître.

Prix de pension par personne ( boissons non comprises ) ;  
Hôtel de luxe : frs. ~~15~~ - 18.-suisses ( toutes taxes supplé-  
mentaires comprises )  
Hôtel de 1er ordre : frs. 12.-suisses ( toutes taxes sup-  
plémentaires comprises )

*St. Moritz*

Hôtel de 2ème ordre. ( liste )

Chambres à 1 lit pour une personne ou à deux lits. Ces cham-  
bres devront avoir le confort des hôtels de second ordre avec  
chauffage central.  
Prix de pension par personne ( boissons non comprises ).  
frs. 10.- suisses ( toutes taxes supplémentaires comprises )

Conditions relatives aux repas.

Les prix ci-dessus comprennent : la chambre, les 3 repas, le  
bain, le service, l'éclairage et le chauffage.  
La pension comprendra trois repas : le déjeuner du matin, le  
déjeuner de midi, le dîner.  
Chacun de ces repas devra constituer une nourriture saine et  
abondante en aliments de première qualité : en conséquence les  
plats devront être repassés sans supplément.  
Ils comporteront :

Déjeuner du matin : Café au lait, thé ou chocolat avec pain,  
beurre et confitures ou leur remplacement par deux oeufs et une  
tranche de jambon ou équivalent.

Déjeuner de midi : Hors d'oeuvre ou une entrée, deux plats dont  
un de viande, ( rôti, grillade, etc ) fromages, fruits, café ou  
thé simple ; en supplément : Boissons, ( vin, bière )  
non comprises.

Dîner : Potage, poisson, légume, rôti, salade, entremet, café  
ou thé ; boissons non comprises.

Dépassements de prix, suppléments. Les prix établis ci-dessus  
relatifs tant au logement qu'à la nourriture des personnes  
énumérées plus haut ne seront dépassés en aucun cas et pour  
quelque raison que ce soit, pendant toute la période de la durée  
des Jeux et celle de l'entraînement.

Un rabais sera consenti sur le tarif des boissons ( vins, bière,  
etc. ) et des plats ( mets, etc. ) qui pourront être pris en sup-  
plément par les officiels, les concurrents, les accompagnateurs.  
Ce rabais sera soumis à la clause précédente.



VL

La localité mettra à ses frais à disposition du C.O.S. pendant les Jeux et 15 jours avant ceux-ci les locaux meublés destinés aux séances de la commission exécutive du C.I.O., au Bureau du C.O.S. aux Bureaux des Fédérations Internationales aux congrès internationaux, à la commission de presse, etc. et les locaux et le matériel nécessaire au secrétariat du C.O.S. ainsi que le personnel complémentaire dont ce dernier aura besoin ( aides de bureau, dactylographes et traducteurs. )

Elle prendra à sa charge le logement et l'entretien du Comité exécutif du C.O.S. et les frais des Commissions spéciales du C.O.S. qui auront à s'occuper de l'organisation des Jeux ainsi que les dépenses des délégués internationaux chargés du contrôle des installations sportives ( voir chap. IV. paragr- 4 du préambule ).

VII

L'édition des règlements des Jeux Olympiques d'hiver et celle des formulaires de qualification et leur envoi à toutes les nations intéressées est à la charge du C.O.S.

Le " Programme Officiel " et le " Programme Journalier " des épreuves restent entièrement sous le seul contrôle et aux seuls risques et profits du C.O.S.

La publicité sous quelle forme que ce soit, qui pourrait être faite dans les enceintes réservées aux Jeux Olympiques d'hiver devra avoir l'agrément du C.O.S. qui a le droit de s'opposer à cette publicité pendant la durée des Jeux Olympiques d'hiver. Dans le cas, où il donnerait son agrément, le 50 % ( cinquante pour cent ) de cette publicité lui reviendrait.

La partie cinématographique et photographique des Jeux Olympiques d'hiver appartient exclusivement au C.O.S.

Toute vente d'objets ( insignes, brochures, cartes postales etc. ) dans les enceintes réservées aux Jeux Olympiques d'hiver appartient exclusivement au C.O.S.

Les frais d'impression des affiches des Jeux Olympiques d'hiver et des prospectus de propagande, ainsi que leur expédition seront à charge de la localité. Ces documents devront préalablement être agréés par le C.O.S. qui, en ce qui concerne le projet d'affiche, ouvrira éventuellement un concours entre artistes suisses.

VLLL

Le 40 % ( quarante pour cent ) des recettes brutes procurées par les entrées des spectateurs sera la propriété du C.O.S., le 60 % ( soixante pour cent ) restera propriété de la localité organisatrice. Il est à ce sujet précisé que le C.O.S. reste maître absolu de la fixation des prix " entrées " et qu'il pourra ouvrir la location par avance avec augmentation ou diminution des prix de base établis par lui ; de même le C.O.S. reste seul maître des invitations et entrées gratuites.

D'autre part une subvention des autorités fédérales au C.O.S. destinée à l'organisation des Jeux d'hiver, serait répartie entre le C.O.S. et la localité organisatrice dans la proportion de : 60 % ( soixante pour cent ) au premier, et 40 % ( quarante pour cent ) à la seconde.



IX

S'il arrivait que les Jeux Olympiques d'hiver ne puissent pas avoir lieu par décision du C.I.O. du C.O.S. ou des Fédérations Internationales de sports d'hiver ou par suite d'une force majeure ou d'un cas fortuit les rendant pratiquement impossible ou trop difficiles, p. ex. par suite de guerre, etc., ou pour toute autre raison, le C.O.S. serait dégagé sans indemnité des obligations prises dans la présente convention.

X

Le C.O.S. et la ville de                      renoncent en cas de contestation à toute mesure juridique et soumettront tous les conflits éventuels à un tribunal arbitral composé d'un délégué de chaque partie sous la présidence du Président du Tribunal d'appel du canton de Berne. Les décisions de ce Tribunal sont sans appel.

Fait en trois exemplaires

St. MORITZ, le 30. Jan. 1926



Au nom de la Ville de *St. Moritz*

Le Syndic :

*Charles Ammann*

Chaux-de-Fonds et Lausanne, le

Au nom du C.O.S.

Le Président :

Le Secrétaire Municipal :

*Dr. Jules B. Wab*

Le Secrétaire général :



INTERNATIONAL  
OLYMPIC  
COMMITTEE

## Disclaimer for using IOC publications and e-documents

*“This content (the “Content”) is made available to you (“You”) by the International Olympic Committee (the “IOC”) for non-commercial, educational, research, analysis, review or reporting purposes only. The Content shall not be re-distributed, as made available to you by the IOC, in part or in whole, except to the extent that such content is a derivative work created by You. Re-distribution of compilations of the Content made available to you is expressly excluded. The IOC makes no warranties or representations about and assumes no liability for the information included in the Content, neither its accuracy nor completeness. You agree to indemnify, defend and hold harmless the IOC from and against all claims, losses, expenses, damages and costs, resulting from or arising out of your use or misuse of the Content, or any violation by you of these terms, which shall be governed, interpreted and construed by, under and pursuant to the laws of Switzerland, without reference to its principle of conflict of laws. You agree that any dispute, controversy or claim arising out of or in relation to the present Licence of Use shall be submitted to the exclusive jurisdiction of the competent courts in Lausanne, Switzerland.”*





INTERNATIONAL  
OLYMPIC  
COMMITTEE

## Disclaimer for using IOC publications and e-documents

*“This content (the “Content”) is made available to you (“You”) by the International Olympic Committee (the “IOC”) for non-commercial, educational, research, analysis, review or reporting purposes only. The Content shall not be re-distributed, as made available to you by the IOC, in part or in whole, except to the extent that such content is a derivative work created by You. Re-distribution of compilations of the Content made available to you is expressly excluded. The IOC makes no warranties or representations about and assumes no liability for the information included in the Content, neither its accuracy nor completeness. You agree to indemnify, defend and hold harmless the IOC from and against all claims, losses, expenses, damages and costs, resulting from or arising out of your use or misuse of the Content, or any violation by you of these terms, which shall be governed, interpreted and construed by, under and pursuant to the laws of Switzerland, without reference to its principle of conflict of laws. You agree that any dispute, controversy or claim arising out of or in relation to the present Licence of Use shall be submitted to the exclusive jurisdiction of the competent courts in Lausanne, Switzerland.”*